

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-04-28-00047

Arrêté préfectoral portant prescriptions
complémentaires à l'établissement exploité par
la société TotalEnergies Raffinage France
situé à Gargenville

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant prescriptions complémentaires à l'établissement
exploité par la société TotalEnergies Raffinage France
situé à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V et son titre VIII du livre I ainsi que son article R. 214-1 et son annexe ;

VU le code minier, et notamment ses articles L. 411-1 et L. 411-2 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 18 mars 2026 fixant les règles générales prévues à l'article R. 211-21-4 du code de l'environnement pour travaux de sondage ou de forage, de création de puits ou d'ouvrages souterrains non destinés à un usage domestique en vue de la recherche, de la surveillance ou du prélèvement d'eau souterraine et travaux de remise en état exécutés lors de l'arrêt de l'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1976 portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage pour la réalimentation de la nappe aquifère d'Aubergenville ;

VU l'arrêté préfectoral 2017-41281 du 23 février 2017 modifié relatif aux conditions d'exploitation par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE de l'établissement situé sur les communes de Gargenville, Issou et Porcheville, 40 avenue Jean Jaurès Gargenville (78440) ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2023-05-05-00009 du 5 mai 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société TotalEnergies Raffinage France concernant les eaux souterraines du site de Gargenville ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2025-05-06-00015 du 6 mai 2025 imposant des prescriptions complémentaires à la société TotalEnergies Raffinage France concernant diverses modifications effectuées ou projetées des installations ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2025-11-26-00001 du 26 novembre 2025 imposant des prescriptions complémentaires à la société TotalEnergies Raffinage France fixant les modalités de suivi et de gestion des substances per-polyfluoroalkylées (PFAS) ;

VU l'information le 15 juin 2022 de l'Agence régionale de Santé (ARS) et de l'inspection des installations classées par la société SUEZ de la présence d'hydrocarbures en phase libre surnageante dans les eaux souterraines observée en périphérie du champ captant pour l'alimentation en eau potable (AEP) de Flins-Aubergenville ;

VU l'information le 15 juin 2022 de l'inspection des installations classées par la société TotalEnergies Raffinage France de la présence d'hydrocarbures en phase libre surnageante dans les eaux souterraines et des actions à engager ;

VU les échanges réguliers entre la société TotalEnergies Raffinage France et l'inspection des installations classées entre juin 2022 et juin 2025 ;

VU le porter-à-connaissance de la société TotalEnergies Raffinage France (PàC) du 23 janvier 2023 « récupération des hydrocarbures au droit du puits B1 », modifié en dernier lieu le 23 mars 2023 ;

VU le rapport et les propositions en date du 17 avril 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier en date du 1^{er} août 2024 (référéncé HELIOS n°61392) par lequel l'inspection demande des éléments complémentaires à la suite de la réunion tenue en sous-préfecture de Mantes-la-Jolie le 9 juillet 2024 ;

VU le courrier 2024-089 TN en date du 24 septembre 2024 par lequel TotalEnergies Raffinage France apporte des réponses au courrier de l'inspection du 1^{er} août 2024 susvisé ;

VU le courrier 2024-093 TN en date du 8 octobre 2024 par lequel TotalEnergies Raffinage France émet une proposition d'allègement du programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines et ouvrages sentinelles ;

VU le courrier 2024-095 TN en date du 10 octobre 2024 portant à la connaissance de l'inspection des installations classées la création des ouvrages implantés sur le site entre 2022 et 2023 ;

VU le courrier 2025-021 TN en date du 26 février 2025 complétant le courrier 2024-093 TN susvisé et comprenant l'avis émis par l'hydrogéologue agréé sur la demande de TotalEnergies Raffinage France ;

VU l'avis HASA02202520 de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département des Yvelines en date du 24 avril 2025 émis sur la proposition d'allègement susmentionnée ;

VU le courrier 2025-042 TN en date du 6 août 2025 portant à la connaissance de l'inspection des installations classées le projet de création d'un nouvel ouvrage implanté sur l'île de Rangipport ;

VU l'avis formulé par la délégation départementale des Yvelines de l'Agence régionale de santé en date du 12 novembre 2025 sur la demande de modification du programme de surveillance des eaux souterraines ;

VU le courriel du 15 janvier 2026 par lequel l'exploitant informe l'inspection des installations classées de la remise en état de l'ouvrage PZ4bis, et par lequel il estime qu'il n'est plus nécessaire de remplacer cet ouvrage ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 février 2026 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté le 20 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU le courrier du 13 mars 2026 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 20 février 2026 ;

CONSIDÉRANT la découverte de la présence d'hydrocarbures en phase libre surnageante dans les eaux souterraines le 14 juin 2022 au niveau du piézomètre PZ4 situé à l'extérieur du site TotalEnergies Raffinage France de Gargenville ;

CONSIDÉRANT que les hydrocarbures collectés ont été identifiés comme se rattachant à la pollution de 1975 survenue au droit du site ;

CONSIDÉRANT la nécessité de fixer à l'exploitant de prendre les mesures qui s'imposent en vue de satisfaire les prescriptions relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines établies par l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié ;

CONSIDÉRANT la nécessité de surveiller l'étendue de la lentille d'hydrocarbures présente dans les eaux souterraines au droit du site et dans son environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une pollution plus récente de type essence a été mise en évidence par des résultats de surveillance notamment en ETBE/MTBE, notamment au droit des ouvrages PZ4, PZ11 et FE1 en 2022 et 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant définit dans son courrier en date du 8 octobre 2024 susvisé une liste d'ouvrages qualifiés de sentinelles, conformément à l'article 10.2.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié susvisé, destinés à surveiller la migration à l'extérieur du site de la pollution historique et secondaire et à prévenir tout impact sur la Seine et les forages du champ captant AEP ;

CONSIDÉRANT le manque d'éléments décrivant la mise en œuvre et justifiant du caractère suffisant et de l'efficacité de ces ouvrages sentinelles dans le courrier du 8 octobre 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir une périodicité de surveillance soutenue, au minimum mensuelle, sur ces ouvrages sentinelles, afin qu'ils puissent jouer leur rôle de manière efficace ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît nécessaire de compléter la liste d'ouvrages sentinelles proposée par l'exploitant dans son courrier du 8 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose une période de surveillance bimestrielle pour l'ouvrage FM1 dans son courrier du 8 octobre 2024 susvisé, ce qui semble inadapté car l'ouvrage est identifié comme ouvrage sentinelle, et que l'inspection prescrit une périodicité mensuelle en lieu et place ;

CONSIDÉRANT qu'afin que les ouvrages sentinelles remplissent pleinement leur rôle, l'exploitant doit adapter la périodicité des mesures et la liste des paramètres mesurés en cas de détection d'une évolution des pollutions (historique ou nouvelle) sur tout ouvrage du réseau de surveillance ;

CONSIDÉRANT que le courrier du 8 octobre 2024 susvisé prévoit le reforage de l'ouvrage PZ4, en lieu et place de l'ouvrage PZ4 déjà existant et de l'ouvrage PZ4bis, mais que ces opérations sont insuffisamment décrites dans le courrier du 8 octobre 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT que dans son courriel du 15 janvier 2026 susvisé, l'exploitant estime qu'il n'est plus nécessaire de remplacer l'ouvrage PZ4bis et que celui-ci est opérationnel et peut être maintenu au sein du réseau de surveillance ;

CONSIDÉRANT l'indisponibilité de la coupe technique de l'ouvrage A (ou PZA), malgré les prescriptions de l'article 10.2.2.1.5. de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié, imposant à l'exploitant de réaliser une coupe technique de chacun des ouvrages du réseau de surveillance ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de compléter les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral du 5 mai 2023 susvisé en matière de déclaration, de conception, de réalisation, de mise en œuvre et d'abandon des ouvrages piézométriques ;

CONSIDÉRANT que l'avis d'hydrogéologue agréé susvisé ainsi que l'avis de délégation départementale des Yvelines de l'Agence régionale de santé susvisé ne sont pas défavorables à la demande de modification du programme de surveillance des eaux souterraines émise par l'exploitant par courrier 2024-093 TN susvisé, sous réserve de compléter la modification proposée par la création d'un nouvel ouvrage situé sur l'île de Rangipport ;

CONSIDÉRANT que l'avis d'hydrogéologue agréé susvisé ainsi que l'avis de délégation départementale des Yvelines de l'Agence régionale de santé susvisé ne sont pas défavorables à la demande de modification du programme de surveillance des eaux souterraines émise par l'exploitant par courrier 2024-093 TN susvisé, sous réserve de compléter la modification proposée par une analyse annuelle de tous les paramètres cités ainsi que les paramètres HAP et MBTE dans tous les ouvrages opérationnels actuellement suivi par TotalEnergies Raffinage France, ainsi que le nouvel ouvrage situé sur l'île de Rangipont ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé prévoit en son article 65 bis une surveillance des eaux souterraines au moins deux fois par an en contexte de pollution, si possible dans des conditions hydrogéologiques contrastées ;

CONSIDÉRANT que la réalisation au minimum d'une mesure en périodes de hautes eaux et d'une mesure en période de basses eaux, soit une analyse semestrielle et non annuelle, afin de prendre en compte les évolutions des conditions hydrogéologiques, constitue une bonne pratique,

CONSIDÉRANT que la réalisation d'une mesure annuelle en périodes trop éloignées pourrait rendre les résultats de la surveillance difficilement interprétables ;

CONSIDÉRANT la proximité de captages AEP et les enjeux de protection de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT la réunion du 9 juillet 2024 en sous-préfecture avec Monsieur le Sous-préfet, l'ARS, l'UD78-DRIEAT, TotalEnergies Raffinage France et SUEZ EAU FRANCE ;

CONSIDÉRANT la réunion du 8 avril 2025 en sous-préfecture associant Monsieur le Sous-préfet, l'ARS, l'UD78-DRIEAT, TotalEnergies Raffinage France et SUEZ EAU FRANCE ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a émis des observations par courrier en date du 13 mars 2026 susvisé, sur le projet d'arrêté complémentaire ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION ET NATURE DES INSTALLATIONS

La société TotalEnergies Raffinage France dont le siège est situé 2 Place Jean Millier – La Défense 6 – 92 400 Courbevoie, exploitant de l'établissement situé sur les communes de Gargenville, Issou et Porcheville, 40 avenue Jean Jaurès – 78 440 Gargenville, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ces installations, sous réserve du respect des conditions du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Les ouvrages sont visés par la rubrique suivante de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Régime(*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation
1.1.1.0	D	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Ouvrages destinés à la surveillance des eaux souterraines

(*) D : Déclaration

L'exploitation des installations susmentionnées est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié susvisé, puis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2026 susvisé à compte de leur date d'entrée en vigueur.

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3. Conformément à l'article L. 411-2 du code minier susvisé la présente autorisation vaut déclaration au titre de l'article L. 411-1 du code minier.

ARTICLE 2 - MODIFICATIONS APPORTÉES À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 23 FÉVRIER 2017

L'article 10.2.2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 susvisé est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Article 10.2.2.1.4.

- i. L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines conforme aux dispositions du présent article.

Les conditions de réalisation et d'entretien des ouvrages de surveillance sont conformes aux éléments du dossier de porter-à-connaissance transmis par courriers référencés 2024-093 TN et 2025-021 TN susvisés ainsi qu'à ses compléments et aux recommandations formulées dans l'avis d'hydrogéologue agréé du 24 avril 2025 susvisé.

ii. Le réseau de surveillance se compose au minimum des ouvrages suivants :

Statut	Identifiant de l'ouvrage	N°BSS de l'ouvrage	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage
Ouvrages existants	A (ou PZA)	BSS000LFNK	Nappe de la Craie	13,50
	PZ2	BSS000LFNM		12,95
	PZ3	BSS000LGKU		22
	FE1 (*)	BSS000LGMH		41,5
	PZ4bis (*)	BSS004FYZC		20,9
	PZ13	BSS004JNXF		25
	PZ16 (*)	BSS004JNXC		25
	CD1 (*)	BSS000LGMS		20
	PZ5 (*)	BSS000LGMD		24,5
	PC1	BSS000LGMM		30
	FM2	BSS000LGML		30
	PC2	BSS000LGMN		30
	FM1 (*)	BSS000LGMK		21
	Rangiport1	À fournir		À fournir
	Puits B1	À fournir		À fournir
	CD4 (**)	BSS000LFPK		20
	CD6	BSS000LFQM		20
	FE2	BSS000LFPJ		40
	FE3	BSS000LGMJ		32
	FE4	BSS000LGNV		18,4
	PC3 (**)	BSS000LGMP		30
	PC4	BSS000LGMQ		30
	PC6	BSS000LGMY		31
	PC7	BSS000LGMX		21
	PC9	À fournir		À fournir
	PC10	À fournir		À fournir
	PZ1	BSS000LGKV		29,7
	PZ6	BSS000LGMD		24,5

Statut	Identifiant de l'ouvrage	N°BSS de l'ouvrage	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage
	PZ7	BSS000LFNH		21
	PZ8	BSS004FYZD		27
	PZ9	BSS004FYZE		27
	PZ10	BSS004GMNR		30
	PZ11 (*)	BSS004GMNT		30
	PZ12	BSS004GMNS		30
	PZ14	BSS004JNXB		25
	PZ15	BSS004JNXE		25
	PZ17	BSS004JNXA		25
	PZ18 (*)	BSS004JNXD		25
	PZ19 (*)	BSS004JNWZ		25
	Rangiport (ancien captage AEP)	BSS000LGHY		23
	Rangiport2	À fournir		À fournir
Ouvrages à implanter	PZIRa (*)	À fournir		40

(*) ouvrage sentinelle, destiné à surveiller la migration à l'extérieur du site de la pollution historique et secondaire et prévenir tout impact sur la Seine et les forages du champ captant AEP

(**) ouvrages bouchés devant faire l'objet d'une remise en l'état pour être utilisables, mentionnés au point xiv.

La localisation des ouvrages est précisée sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance. L'exploitant tient également à jour un récapitulatif des ouvrages constituant le réseau de surveillance, comprenant leurs coordonnées de localisation, la profondeur de forage, leurs éventuels équipements, leur état, leur utilisation, notamment, ainsi qu'un schéma synthétique permettant de les comparer sur une même échelle (l'exploitant peut à cette fin s'appuyer notamment sur le point 8.3.4. du guide du ministère en charge de l'environnement intitulé « Surveillance de la qualité des eaux souterraines »).

- iii. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (notamment normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE).

iv. L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées fixées ci-après :

Identifiant de l'ouvrage	N°BSS de l'ouvrage	Fréquence minimale des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
Ouvrages sentinelles	Cf. ii. supra	Mensuelle	pH	-
			Potentiel redox	-
			Conductivité électrique	-
			Température	-
A (ou PZA)	BSS000LFNK		Hydrocarbures coupe C5-C10	3332
PZ2	BSS000LFNM		Hydrocarbures coupe C10-C40	3319
PZ3	BSS000LGKU		Benzène	1114
PZ13	BSS004JNXF		Toluène	1278
		Semestrielle	Éthylbenzène	1497
			Xylène-ortho	1292
			Xylène-méta	1293
			Xylène-para	1294
PC1	BSS000LGMM		BTEX totaux	5918
			ETBE	2673
FM2	BSS000LGML		Somme des HAP	7088
			MTBE	1512
PC2	BSS000LGMN	Bimestrielle	pH	-
			Potentiel redox	-
			Conductivité électrique	-
			Température	-
			Hydrocarbures coupe C5-C10	3332
			Hydrocarbures coupe C10-C40	3319
			Benzène	1114
			Toluène	1278
		Semestrielle	Éthylbenzène	1497
			Xylène-ortho	1292
			Xylène-méta	1293
			Xylène-para	1294
			BTEX totaux	5918
			ETBE	2673
			Somme des HAP	7088
			MTBE	1512
		Semestrielle	pH	-
			Potentiel redox	-
			Conductivité électrique	-
			Température	-
			Hydrocarbures coupe C5-C10	3332
			Hydrocarbures coupe C10-C40	3319
			Benzène	1114
			Toluène	1278
		Semestrielle	Éthylbenzène	1497
			Xylène-ortho	1292
			Xylène-méta	1293
			Xylène-para	1294
			BTEX totaux	5918
			ETBE	2673
			Somme des HAP	7088
			MTBE	1512

- v. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement, de façon concomitante sur les différents ouvrages prélevés. À cette occasion, la présence de flottant est également vérifiée, le cas échéant l'épaisseur de flottant apparente est mesurée et enregistrée. L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres.
- vi. En cas de détection sur un des ouvrages d'une évolution dans la migration des pollutions historique et/ou secondaire à l'extérieur du site, l'exploitant doit adapter en tant que de besoin le dimensionnement du réseau de surveillance, la périodicité de surveillance et la liste des paramètres mesurés, et ce dès la détection. Cette adaptation est portée sans délai à la connaissance de l'inspection des installations classées et à l'ARS-DD78.
- vii. Au niveau du dispositif de traitement (puits de pompage-écrémage B1), l'exploitant suit :
- en entrée et sortie du filtre à charbon actif :
 - prélèvements et analyses des paramètres suivants tous les 15 jours par un laboratoire accrédité COFRAC : pH, température, conductivité, potentiel Redox et concentration en C5-C10, C10-C40, BTEX, HAP, ETBE et MTBE.La périodicité pourra être revue à la demande de l'exploitant et selon les résultats obtenus, après avis de l'inspection des installations classées.
 - en sortie de station d'épuration du site (rejet en Seine) :
 - prélèvements et analyses des paramètres suivants tous les 15 jours par un laboratoire accrédité et agréé : pH, température, conductivité, potentiel Redox et concentration en C5-C10, C10-C40, BTEX, HAP, ETBE et MTBE.La périodicité pourra être revue à la demande de l'exploitant et selon les résultats obtenus, après avis de l'inspection des installations classées.
- L'exploitant enregistre les paramètres de fonctionnement de l'unité de traitement et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées.
- viii. L'ensemble des résultats de surveillance des eaux souterraines (y compris les données liées à l'unité de traitement au puits B1) est partagé par l'exploitant à l'inspection des installations classées selon les modalités prévues par l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé, à l'ARS-DD78 et à SUEZ EAU France en sa qualité d'exploitant du champ captant AEP de Flins Aubergenville.
- ix. La conception, la réalisation, l'entretien et l'abandon d'utilisation des ouvrages se font conformément aux normes en vigueur (normes NF X-31-614, NF X 10-999, ou équivalente).
- x. L'exploitant établit, le cas échéant à travers des investigations complémentaires, une coupe technique de l'ouvrage A (ou PZA) et la transmet à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- xi. L'exploitant fait inscrire l'ouvrage identifié « PZIRa » ainsi que tout nouvel ouvrage de surveillance, à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. La même opération est à réaliser par l'exploitant en ce qui concerne les ouvrages non-inscrits à ce jour (notamment les ouvrages « B1 », « PC9 », « PC10 », « Rangiport 1 » et « Rangiport 2 »). Il communique les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci, reçus en retour.
- xii. Lors de la réalisation de l'ouvrage « PZIRa » ainsi que de tout nouvel ouvrage de surveillance, un capot de fermeture est installé sur la tête de l'ouvrage, permettant son parfait isolement. L'accès à l'intérieur des ouvrages est interdit par un périmètre grillagé, avec portillon sécurisé.

- xiii. Dans un délai maximal de deux mois après la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage « PZIRa » ainsi que de tout nouvel ouvrage de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux, qui comprend :
- un descriptif du déroulement du chantier incluant notamment les dates d'intervention ;
 - un descriptif du piézomètre installé avec sa localisation précise sur un fond de carte, ses coordonnées géographiques (en Lambert I Nord), la côte de la tête du puits par référence au nivellement général de la France ;
 - la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées, et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques de l'équipement, notamment les diamètres (intérieur/extérieur) et la nature des tubages dont les longueurs de tubages pleins et crépinés, accompagnée des conditions de réalisation (notamment méthode et matériaux utilisés lors de la foration, cimentation, profondeur atteinte, développement effectué) ;
 - les résultats des analyses d'eau effectuées.
- xiv. L'exploitant étudie la possibilité de remise en état des ouvrages existants ne pouvant être prélevés pour cause notamment de bouchage, dont les ouvrages « CD4 » et « PC3 ». Dans ce cadre, l'exploitant s'assure que les techniques employées ne présentent pas de risque de mobilisation des polluants présents le cas échéant. Le résultat de cette étude est transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- xv. Tout remplacement ou substitution de piézomètre est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées au plus tard un mois avant la réalisation du remplacement ou de la substitution.
- xvi. En cas d'abandon d'un piézomètre, l'exploitant informe l'inspection des installations classées au plus tard un mois avant l'abandon et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines depuis la surface.
- xvii. Lors des campagnes de prélèvement et mesures susmentionnées, une vérification des ouvrages est réalisée, comprenant au minimum:
- l'état de l'ouvrage (état du béton, du capot de protection, bouchon étanche, etc.) ;
 - l'état du dispositif de sécurité (cage présente, système de fermeture fonctionnel, absence de vandalisme, etc.) mis en place afin d'interdire l'accès aux tiers.

Le résultat de cette vérification est enregistré par l'exploitant et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

*
* *

ARTICLE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 3.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 – Publicité

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Gargenville, Issou et Porcheville où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Les maires de Gargenville, Issou et Porcheville dressent un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3 - Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen disponible sur le site internet <https://www.telerecours.fr/>:

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

Article 3.4 - Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, les maires de Gargenville, Issou et Porcheville, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 28 avril 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général
signé
Victor DEVOUGE